



Extrait du Education et Devenir

<http://educationetdevenir.fr/spip.php?article499>

# le miroir aux alouettes de Sarko...pour 2012 !

- Actualités et Contributions - L'actualité vue par E&D -

Date de mise en ligne : mercredi 22 juin 2011

---

Copyright © Education et Devenir - Tous droits réservés

---

### Quadrature du cercle

Que penser des déclarations de N Sarkozy ? Dans quelle mesure et à quel prix sont-elles possibles ?

Observons les choses dans le primaire. Le président annonce le gel des suppressions de classes en primaire alors que les services de son ministère ont déjà largement engagé le "dialogue de gestion" avec les rectorats, qui définit le nombre de postes que va recevoir chaque académie (qui seront rendues publiques à l'automne). Or, selon les indiscretions obtenues par le Café, les propositions de dotations de postes faites actuellement aux académies sont dans la même veine, voire plus défavorables encore, que celles réalisées cette année. Dans ce contexte extrêmement tendu, une double injonction va être faite aux recteurs et aux inspecteurs d'académie, totalement intenable : il faut fermer des postes mais il ne faut pas fermer de classe.

Alors que depuis plusieurs années, la chasse aux postes a déjà été plus que largement faite sur tout ce qui n'est pas directement devant les élèves dans le primaire (RASED, postes de remplacements, chargés de mission et maîtres-formateurs, personnes-ressources...), l'équation risque d'être totalement infaisable pour les responsables académiques. De la même veine que ce que déclare la GRH du ministère lorsqu'elle se vante de demander à ces responsables de dégager eux-mêmes les "gisements d'excellence" de leur académie. La prime à la casse risque d'être difficile à payer aux recteurs cette année...

D'où les possibilités d'une nouvelle mutation de l'Ecole qui résulterait de cette contradiction. Et là on distingue deux pistes déjà fortement soulignées par les déclarations institutionnelles. D'une part la remise en question de la scolarisation en maternelle. Il y avait 71 000 classes en maternelle en 2005. On n'en compte plus que 65 000. L'essentiel de la chute s'explique par l'arrêt de la scolarisation à deux ans dans de nombreuses écoles. Il n'est pas exclu qu'elle disparaisse totalement, voire que l'on remonte encore vers le haut. L'autre piste c'est la remise en question du collège unique. La nouvelle loi sur l'alternance, adoptée le 21 juin par l'Assemblée grâce aux voix UMP, va en ce sens en légalisant l'apprentissage à 15 ans, c'est à dire en mettant fin à la scolarisation obligatoire jusqu'à la fin du collège. Le projet UMP de découpage du collège en deux cycles correspondant à des établissements différents interroge sur les évolutions à venir.

Peut-on diriger une politique éducative en ne se fixant comme principe que des impératifs de gestion ? C'est finalement cette question qui est posée par les propos de N Sarkozy. Si le président candidat veut mettre l'éducation au centre de sa campagne électorale il serait désastreux que les seuls principes qui s'imposent soient ceux des comptables.